

*Le budget—M. Maltais*

innombrables à mon bureau dans ma circonscription et ici à Ottawa provenant de gens de ma région qui disaient: Depuis un certain temps on avait des problèmes de chômage, on était sans espoir. Depuis hier soir, le ministre des Finances non seulement nous a donné de l'espoir, mais aussi il nous a dit qu'il allait passer à l'action. Et c'est cela qui est important dans un premier temps: passer à l'action, ne pas toujours parler, ne pas toujours répéter que nous allons tenter, que nous allons essayer.

Le ministre a été bien clair lorsqu'il a signalé que nous avons plus de 100 projets choisis qui sont prêts à être mis à exécution. Qu'est-ce que cela veut dire 100 projets choisis, prêts à être mis à exécution? Il faut regarder cela dans son contexte d'application. C'est sûr que si l'on voit cela seulement sur le plan de la philosophie, cela ne veut pas dire grand-chose. Mais si dans ma région on décide de construire des aéroports, des ports ou des descentes de bateaux, et on sait ce que cela veut dire pour des régions de pêcheurs, cela représente des ventes de ciment, de clous, de bois, de pierre, cela veut dire des travailleurs qui commencent évidemment à se valoriser, à donner de l'espoir à leurs familles, et qui, surtout, procurent la sécurité. C'est ce que cela veut dire dans le concret. Si des projets comme ceux-là étaient disséminés au sein du pays, cela signifierait qu'à Toronto, à Vancouver, à Winnipeg, à Québec, à Sherbrooke, partout, au Lac-Saint-Jean, des choses prendraient naissance, et cela permettrait à ces collectivités de s'organiser pour valoriser davantage les structures publiques que le ministre est disposé à mettre de l'avant dans le cadre de ce budget. C'est ce que cela veut dire dans le concret. Cela veut dire que des commerçants, des entrepreneurs, peuvent déjà commencer à espérer voir leur machinerie au travail et des travailleurs rappelés au travail. C'est ce que cela veut dire. Cela veut dire également que des jeunes pourront continuer à fréquenter l'école en sachant que les parents travaillent et pourront ainsi payer une certaine partie des dépenses. C'est tout ce que cela veut dire, savoir un climat psychologique de travail et de sécurité. C'est de cela dont le pays avait besoin, et c'est ce qu'il demandait au ministre des Finances d'apporter dans le cadre d'un budget. Ce ne sont pas des dépenses effectuées à peu près dans le pays; ces dépenses étaient prévues. Il est important de le signaler, il s'agit de dépenses qui étaient prévues soit par des ministères fédéraux ou encore par diverses sociétés de la Couronne. Donc, ce n'est pas de l'improvisation. De plus, le ministre a été encore beaucoup plus précis au sujet de ces projets-là lorsqu'il disait, à la page 3, et je cite:

Plus d'une centaine de projets ont été choisis. Leur planification est déjà avancée.

Alors lorsque du côté de l'opposition on dit que ce sont des projets qui ont été élaborés en toute hâte, cela est faux. Depuis un an, un an et demi, ces derniers étaient soumis au Conseil du Trésor, mais ils ne recevaient pas l'approbation, non pas parce qu'ils n'étaient pas bons, mais simplement parce qu'on n'avait pas les fonds nécessaires pour ce faire.

Dans ma région, dans la région de Sept-Îles-Port-Cartier, cela veut dire que la Chambre de commerce locale, les conseils municipaux de l'endroit, les commissaires industriels peuvent maintenant commencer à esquisser des plans afin d'intéresser le secteur privé à s'implanter sur ces infrastructures publiques. A ce sujet, le ministre des Finances est merveilleux lorsqu'il annonce 2.4 milliards de dollars de crédits fiscaux ou encore d'allègements fiscaux pour permettre aux petite et moyenne

entreprises ou aux autres entreprises de prendre de l'expansion, de se moderniser, ou encore de récupérer l'argent des pertes qui ont été encourues au cours des deux dernières années, à cause de la récession. C'est cela que les PME demandaient dans notre région. A cause des taux d'intérêt très élevés, à cause justement de l'endettement de ces PME, on n'avait pas de liquidités qui permettaient d'accroître et même de garder à flot les activités quotidiennes. Grâce aux mesures annoncées par le ministre des Finances, on retrouve justement la solution qu'avait demandée ces gens-là qui œuvrent dans le milieu des affaires. Et cela est tellement vrai qu'aujourd'hui, si on examine la presse ou encore les diverses remarques à la radio et à la télévision, le monde des affaires est unanime à dire que c'est l'un des plus beaux budgets présentés depuis les dix dernières années concernant l'entreprise privée et le monde des affaires. Et de l'autre côté, c'est toujours ce qu'on a demandé au gouvernement, savoir des mesures qui non seulement aideraient le secteur privé, mais qui lui donneraient sa place comme moteur de l'économie. Et on retrouve cela directement dans le cadre du budget, et plus encore, monsieur le Président, ce budget-là s'adresse aux jeunes. Il s'adresse aux jeunes et il ne fallait vraiment pas passer à côté de cela. Il s'agit de parler aux parents pour voir ce que cela représente aux yeux des jeunes. Il n'y a pas plus que 15 minutes, j'étais en contact avec le maire de Gagnon, M. Coicou. Il était tout heureux de voir que les projets qui étaient annoncés pourront aussi s'appliquer à sa région, et imaginons ce qu'il m'a demandé, c'est drôle comment la réalité est très différente de ce qui se passe à la Chambre des communes, il m'a demandé s'il n'était pas possible de rajouter une petite somme de \$15,000 à \$21,000 pour créer de l'emploi aux étudiants, parce que la société Sidbec-Normines cette année n'engage personne à Gagnon, et il m'expliquait jusqu'à quel point, de concert avec son conseil municipal, cela pourrait aider les pères de famille de penser que plus de jeunes pourraient travailler durant l'été pour ainsi sortir de Gagnon et aller étudier au CEGEP de Sept-Îles ou aux diverses universités canadiennes. C'est cela qu'il me demandait et non pas la charité. Il s'exprimait au nom de sa collectivité. Cela, c'est du concret et c'est cela que les gens veulent, ils veulent travailler et il faut leur en donner les moyens. Ce budget-là offre des propositions originales pour mettre les gens au travail, sans pour autant improviser et dilapider les fonds publics. C'est un investissement pour l'avenir, les infrastructures publiques et les jeunes qui vont pouvoir y travailler.

• (1710)

Que l'on examine les diverses mesures, monsieur le Président, seulement en ce qui a trait au Programme Katimavik, et je me souviens très bien à l'époque où l'opposition formait le gouvernement, on voulait abolir ce programme. J'aurais beaucoup aimé apporter les témoignages des jeunes qui vivent une expérience extraordinaire grâce au Programme Katimavik, et le ministre des Finances a consacré 40 millions de dollars à ce programme-là. Premièrement, c'est un programme de valorisation de l'individu à l'intérieur du pays, et je pense que de tous les côtés de la Chambre on est d'accord sur un tel principe. Deuxièmement, c'est un programme qui permet à un jeune de connaître son pays et de voir quelles en sont les possibilités. Souvent la première richesse d'un pays consiste à s'assurer que les jeunes connaissent l'environnement dans lequel ils pourront et devront travailler, car le Canada, ce n'est pas seulement le